

Corrigé du DS du 10/05/2014

Première partie :

Sujet 1 : le continent américain, entre tensions et intégrations régionales

L'Amérique est un continent très vaste, s'étendant sur près de 42 millions de km², et plus de 15 000 km du nord au sud. Rassemblant environ 900 millions d'habitants, il a été marqué historiquement par la colonisation européenne qui a bouleversé le premier peuplement amérindien. Aujourd'hui, les Etats-Unis d'Amérique en sont la puissance dominante, mais la coopération régionale évolue, par delà les tensions multiples.

Nous verrons que l'Amérique est encore structurée par l'hégémonie américaine, génératrice de tensions. Les tensions sont par ailleurs multiples, présentes à toutes les échelles. Enfin les intégrations régionales existent et se superposent, pour des résultats divergents.

Les Etats-Unis d'Amérique demeurent de loin la première puissance mondiale, malgré la crise économique récente. Sur l'ensemble du continent américain, cette hyperpuissance exerce encore une influence énorme, qui influe beaucoup dans la coopération à l'échelle du continent.

Historiquement, dans le cadre de la doctrine Monroe puis de celle de Truman, les Etats-Unis ont exercé une sorte de tradition d'intervention dans les affaires intérieures des différents Etats du continent, notamment en Amérique latine. Après les affrontements puis les interventions dans les révolutions du Mexique, les Etats-Unis sont souvent intervenus dans les Caraïbes, à Cuba, au XIXe ou XXe siècle. Dans le cadre de la guerre froide, leur tentative de renversement de Fidel Castro en 1961 est restée célèbre. Mais souvent la CIA ou les troupes américaines obtenaient davantage de succès, comme avec le soutien de Pinochet pour renverser S. Allende au Chili en 1973. Ainsi, l'Amérique a longtemps constitué un « pré carré » pour les Etats-Unis, qui participaient donc aux tensions locales, sans forcément les apaiser. Les Etats-Unis ont d'ailleurs suscité un certain rejet parmi les populations latino-américaines. Fidel Castro a longtemps été le fer de lance de cet anti-américanisme, relayé ensuite par Hugo Chavez et l'ALBA (alliance bolivarienne des Amériques).

Economiquement, cette influence des Etats-Unis est elle aussi très importante. Les firmes américaines sont implantées de longue date dans toute l'Amérique, excepté à Cuba où le régime castriste les a exclues. Elles ont diffusé le modèle des Etats-Unis, également dans le domaine culturel. Les Etats-Unis exercent encore aujourd'hui une certaine fascination dans toute l'Amérique latine, au point que les migrations sont permanentes en direction de la frontière mexicano-américaine. Les Etats-Unis conservent donc une part de cette image de « grand frère » que doivent imiter les plus petits Etats d'Amérique latine. Les Etats-Unis sont souvent présents lors des catastrophes ou des crises que connaissent certains de leurs voisins, comme à Haïti, touché par un tremblement de terre catastrophique en 2011.

Aujourd'hui cependant, le rééquilibrage économique lié à la mondialisation contribue à atténuer cette hégémonie, sans la faire disparaître. Mais il est indéniable que l'émergence de la puissance brésilienne, par exemple, permet la formation d'un relatif contrepoids à l'influence des Etats-Unis. Le Brésil possède en effet des ressources immenses sur un territoire de taille comparable aux Etats-Unis, une population croissante de 200 millions d'habitants, et surtout une croissance économique solide qui lui fait davantage de place dans la mondialisation. Par ailleurs, le Canada, bien qu'encore très peu peuplé, pourrait s'affirmer aussi comme une puissance régionale.

Bien que concurrencés, les Etats-Unis demeurent donc un élément fondamental dans la gestion et l'évolution des tensions en Amérique, et pèsent sur les logiques d'intégration régionale. Cependant, les tensions, notamment en Amérique latine, résultent aussi de facteurs largement étrangers aux rapports avec les Etats-Unis, et ces tensions s'observent à différentes échelles.

Il n'y a pas actuellement de véritable guerre interétatique en Amérique latine, mais le continent en a connues par le passé et certaines tensions restent présentes. Ainsi, la Bolivie a jadis affronté ses voisins, et ses défaites ont entraîné la perte de son accès à la mer. Ce souvenir durable chez les Boliviens ne contribue pas à faciliter les rapports avec le Pérou ou le Chili surtout. Dans les Antilles et en Amérique centrale, de nombreuses frontières maritimes sont contestées et rendent difficiles la coopération internationale. Enfin, dans les Guyanes, le Surinam conteste ses frontières à ses deux voisins. Le Guyana est d'ailleurs en grande partie revendiqué par le Venezuela. Ces revendications plutôt discrètes médiatiquement ne génèrent pas d'affrontements, mais restent sous-jacentes comme autant de différends prêts à être exacerbés en cas de crise diplomatique. Actuellement, la situation est plus inquiétante du point de vue de la situation interne aux Etats latino-américains.

En effet, en Amérique latine, la plupart des Etats ont des difficultés à instaurer une véritable démocratie et un Etat de droit aux normes satisfaisantes. Beaucoup sont d'anciennes dictatures militaires, comme le

Brésil, le Chili, l'Argentine, etc. La démocratie est récente, et encore marquée par des pratiques ou des usages voisins de la corruption. Celle-ci est assez généralisée en Amérique latine, d'après les O.N.G. qui militent pour les droits de l'homme. Certains pays peuvent connaître un contexte politique encore très instable, comme le Venezuela actuellement sujet à de graves manifestations, consécutives à l'instabilité générée par la mort d'Hugo Chavez. Au Paraguay, l'ancien président a été destitué en 2012 dans des conditions étranges. Parfois même, des mouvements de guérilla peuvent menacer le pouvoir, comme en Colombie avec les FARC (forces armées révolutionnaires de Colombie).

Mais aujourd'hui, les situations les plus violentes viennent de la criminalité, qui provoque des conflits parfois généralisés, comme au Mexique depuis une dizaine d'années, avec la « guerre » contre les narco-trafiquants. Le Nord du pays, notamment, est devenu un foyer de tension lié au trafic international de stupéfiants, dont les principaux consommateurs sont situés aux Etats-Unis, d'ailleurs. Le gouvernement américain aide le Mexique pour lutter contre les trafiquants, mais leur violence et leur détermination sont difficiles à combattre, et le conflit aurait fait plus de 20 000 morts en dix ans. La criminalité liée à la drogue est omniprésente en Amérique latine, contribuant largement aux très forts taux d'homicides observés dans nombre de ces pays. La pauvreté a souvent un rôle catalyseur, permettant d'alimenter le recrutement dans un milieu où l'argent semble facile et à portée de main.

Toutes ces tensions internes peuvent nuire à la capacité de coopération des Etats concernés, qui sont davantage impliqués dans leurs difficultés propres. Cependant, des intégrations régionales sont en cours d'édification.

Le cas le plus emblématique et le plus efficient de coopération régionale en Amérique reste l'ALENA. L'accord de libre échange nord américain, entré en vigueur en 1995 entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique, s'est accompagné d'une croissance des échanges entre ses membres. Cet accord porte uniquement sur le commerce, et ne permet pas comme en Europe une libre circulation des personnes, et ne comporte aucune clause politique. Les trois membres n'envisagent pas encore de s'engager plus loin dans l'intégration, leur coopération ayant d'ailleurs été mise à mal par les attentats du 11 septembre, qui ont entraîné une crispation aux Etats-Unis sur la surveillance des frontières.

Autre association régionale importante en Amérique, le MERCOSUR. Ce marché du Sud rassemble, autour du Brésil qui en est la pièce maîtresse, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay et plus récemment le Venezuela. Les échanges transfrontaliers ont augmenté entre le Brésil et ses voisins du Sud, en partie grâce à cet accord commercial. C'est un marché commun en construction, qui pourra peut-être constituer un espace d'échanges important. Il est cependant affecté par des soupçons de néoimpérialisme vis-à-vis du Brésil. Ses petits voisins sont en effet soucieux de conserver leur autonomie face à ce véritable géant en devenir.

Enfin, de nombreuses autres associations régionales existent en Amérique. Aux Caraïbes, en Amérique Centrale, en Amérique du Sud, des accords ont été passés, mais ils ont plutôt tendance à se superposer et à entraîner une forme de dispersion des efforts réalisés, ou alors ils ne sont pas suivis d'effets importants. Les Etats-Unis voudraient favoriser l'émergence d'une AFTA, zone de libre-échange en Amérique, mais celle-ci est encore largement théorique, et ne verra peut-être jamais le jour. L'intégration régionale se fait largement de manière spontanée, par la mondialisation, et dans une logique inégalitaire, pour l'instant favorable aux grandes multinationales, dont beaucoup sont originaires des Etats-Unis.

Ainsi, l'Amérique est un continent où la coopération existe et progresse, avec des exemples comme l'ALENA ou le MERCOSUR, mais le poids historique et hégémonique des Etats-Unis, ou encore les tensions multiples et complexes à différentes échelles, empêchent l'émergence d'une coopération équilibrée, permettant d'influer avec justice sur les effets négatifs de la mondialisation. L'émergence du pôle brésilien permettra peut-être un nouvel équilibre qui serait profitable à une majorité de la population américaine.

Sujet 2 : Les villes mondiales : des pôles majeurs de la mondialisation (s'appuyer sur l'étude de cas)

La mondialisation est un phénomène qui touche notre planète depuis plusieurs siècles, même si le terme lui-même fut popularisé dans les années 1980. Il correspond à la mise en relation du monde par des échanges internationaux de toutes natures et à la répartition très inégale, favorisant les littoraux notamment, mais aussi les métropoles. Ce phénomène est possible grâce à la croissance démographique mais aussi à la diffusion du capitalisme, et donne lieu à une certaine uniformisation, ainsi qu'une américanisation du monde. Certaines grandes villes jouent un rôle particulier dans cette mondialisation : il s'agit des villes mondiales, ou globales pour paraphraser Saskia Sassen. Quatre d'entre elles se démarquent depuis longtemps : New York, Tokyo, Londres et Paris. Mais avec l'émergence de nouvelles puissances et la mondialisation, d'autres villes peuvent prétendre à ce titre, dont Shanghai en Chine. En quoi les villes mondiales sont-elles des pôles majeurs de la mondialisation ?

Grâce à l'exemple de Shanghai, il sera démontré que les villes mondiales sont le cadre d'un dynamisme dans de nombreux domaines, particulièrement récent à Shanghai. Ce dynamisme tire son origine d'une situation souvent stratégique favorisée par l'histoire, comme Shanghai.

Les villes mondiales ont connu une croissance urbaine, parfois ancienne, qui a fait d'elles des mégapoles, ou tout au moins des villes millionnaires. Parmi ces villes, Shanghai a connu un essor récent, notamment depuis les années 1990, même si c'est une très ancienne ville chinoise, au débouché du fleuve Yang Tsé Kiang, à l'Est du pays, non loin du littoral de la mer de Chine. Aujourd'hui, le paysage urbain de cette mégapole de plus de 16 millions d'habitants témoigne de sa puissance. Le quartier de Pudong est dominé désormais par des tours de plusieurs centaines de mètres, dont l'Oriental Pearl Tower ou la Shanghai Tower, qui atteint 692 m (2^e bâtiment le plus haut du monde derrière le Burj Khalifa de Dubaï). Ces immeubles modernes témoignent de l'importance du Central Business District aménagé à Shanghai, sur le modèle de toutes les autres villes mondiales, et notamment New York, première à accueillir massivement ce type d'architecture. Dans ce quartier d'affaires, à Shanghai, se situent les sièges de grandes firmes transnationales chinoises, dont certaines ont des chiffres d'affaires qui les introduisent dans la tête du classement mondiale (ex : Petrochina). Pudong est également un pôle financier, avec la première bourse chinoise, et 2^e asiatique derrière Tokyo. Shanghai n'a pas le statut de capitale politique, mais New York non plus. L'absence de rôle politique international fait d'elle une ville mondiale de second rang pour l'instant. Cependant, la ville a accueilli en 2010 une exposition universelle très ambitieuse. Elle s'affirme désormais comme le moteur économique de la Chine. Ainsi les villes mondiales, à l'instar de Shanghai, concentrent les fonctions de commandement, et sont des lieux de décision majeurs dans la mondialisation, à l'origine de l'émission et de la réception de nombreux flux.

Ce développement de ces pôles de la mondialisation est lié à divers facteurs, pour Shanghai comme pour les autres villes mondiales. L'Etat dans lequel est implanté la ville mondiale joue un rôle déterminant. Dans le cas de Shanghai, la Chine, avec Deng Xiaoping, a lancé son ouverture dans les années 1980 avec la création des Zones Economiques Spéciales accueillant les investissements étrangers. Shanghai a été privilégiée pour son importance historique mais aussi stratégique. Près du littoral, sa situation a permis l'aménagement de ports en eaux profondes pour accueillir d'importants flux maritimes et faire de l'ensemble portuaire de Shanghai la 1^{ère} zone portuaire du monde en termes de trafic. L'agglomération de Shanghai fonctionne comme une importante plate-forme multimodale connectant entre eux des flux de fret ferroviaire, routier, fluvial (avec le Yang Tsé Kiang, plus grand fleuve de Chine), aérien, maritime, mais aussi des flux invisibles de capitaux et d'information, et des flux humains qui utilisent les différents moyens de transport. Comme toutes les villes mondiales, Shanghai est donc un important nœud de la mondialisation, au cœur de multiples réseaux qui favorisent son développement.

ICI LE SCHEMA DE SHANGHAI, VILLE MONDIALE, pourrait être inséré.

A l'image de Shanghai, les villes mondiales sont très bien connectées aux réseaux de la mondialisation.

Ainsi, les villes mondiales sont des pôles majeurs de la mondialisation, grâce à leur dynamisme généralisé, lié à des atouts à la fois communs et spécifiques. L'exemple de Shanghai a permis d'illustrer la plupart des traits faisant une ville mondiale, même si l'aspect récent de son développement et le caractère totalitaire de la Chine permettent de relativiser encore son influence internationale. Mais l'essor de puissances émergentes devrait conduire à la multiplication du nombre de villes mondiales. Cela ne va pas sans poser des questions sur le développement durable de tels espaces urbains, mêlant inégalités sociales et problèmes environnementaux.

Deuxième partie : étude critique de document

Le texte proposé est extrait du discours de M. Ben Gourion, alors président de l'agence juive, et qui sera par la suite le premier Premier Ministre d'Israël. Juste après la seconde guerre mondiale, le conseil de sécurité de la toute nouvelle ONU a voté fin 1947 la résolution partageant l'ancienne Palestine mandataire britannique, selon un plan qui prévoyait un Etat juif d'une part, et un Etat arabe de l'autre. La Palestine est considéré comme la Terre Sainte pour les juifs, comme le rappelle d'ailleurs Ben Gourion au début de son discours, en lien avec les croyances religieuses hébraïques. C'est le mouvement sioniste, né au XIX^e siècle avec Theodore Herzl, qui a formalisé l'aspiration à la création d'un foyer national juif en Palestine, alors que ce territoire était ottoman. A la fin de la 1^{ère} guerre mondiale, en 1917, alors que se profilait la chute de l'Empire ottoman, lord Balfour avait fait une déclaration promettant de satisfaire cette revendication. Dans l'Entre-deux-Guerres, le Royaume-Uni avait administré la Palestine, en assistant à une recrudescence des affrontements et des violences opposant les Juifs qui arrivaient de plus en plus nombreux, comme le rappelle M. Ben Gourion (l. 3), et les Palestiniens arabes. Des attentats sont d'ailleurs parfois commis par certaines organisations juives, ce que M. Ben Gourion rappelle en précisant qu'ils savaient « se défendre » (l. 6). Avec la seconde guerre

mondiale et la découverte des crimes nazis ayant entraîné la Shoah, la question du sionisme se pose avec encore davantage d'acuité. Les Britanniques en appellent à l'ONU pour régler le conflit qui se profile, l'afflux de réfugiés juifs étant de plus en plus pressant et les tensions avec les Arabes s'accroissant. Le plan de partage de la Palestine est approuvé le 29 novembre 1947, comme le précise M. Ben Gourion, mais immédiatement les Etats arabes voisins (Egypte, Syrie, Jordanie, mais aussi Irak) déclenchent une offensive qui constitue les premiers combats de la 1^{ère} guerre israélo-arabe. Ben Gourion évoque ces attaques (« l'agression dont nous sommes l'objet »). Cette déclaration d'indépendance d'Israël intervient donc dans un contexte international tendu, alors que des combats opposent les mouvements armés juifs aux armées nationales arabes.

Le conflit israélo-arabe ne fait alors que commencer, et s'il ne s'est pas traduit par une guerre continue jusqu'à nos jours, on peut toutefois considérer qu'il n'est pas encore terminé, la question palestinienne n'étant pas résolue en 2014. La déclaration d'indépendance d'Israël, le 14 mai 1948, permet de comprendre certains aspects de ce conflit complexe et ancien.

Le premier paragraphe rappelle que les juifs, comme leurs adversaires arabes d'ailleurs, sont sûrs de leur bon droit, et persuadés d'œuvrer pour le bien commun, « apportant à tous les habitants du pays les bienfaits du progrès ». Cette conception des choses se heurte bien entendu à la réalité des revendications et de l'hostilité palestiniennes, ne reconnaissant pas cet apport. Mais Ben Gourion rappelle aussi un état de fait, qui contribue aussi au conflit. Les colons juifs ont réellement aménagé la Palestine et bâti une économie, « construit des villes et des villages », qui d'ailleurs a fait d'Israël un pays aujourd'hui classé dans le Nord, avec un PIB par habitant comparable à l'Europe de l'Ouest. A contrario, les Palestiniens, avant la colonisation comme aujourd'hui, vivent largement dans une certaine misère, comparable à la majorité des pays du Sud. De plus, les juifs d'Israël ont largement obtenu le soutien réclamé par Ben Gourion, de la part de la « Dispersion ». En effet, de nombreux juifs de l'étranger, notamment des Etats-Unis, parfois fortunés, ont aidé Israël, en 1948 comme plus tard.

Ensuite, le discours de M. Ben Gourion rappelle que deux conceptions des choses s'opposent. Les juifs et M. Ben Gourion s'appuient sur le « droit naturel » et la résolution de l'ONU, conceptions que ne reconnaissent pas de nombreux Palestiniens musulmans, qui voient dans l'ONU une émanation de la domination des Occidentaux, qui ont déjà colonisé une grande partie du monde arabe. De plus, en 1947, la décolonisation ne fait que commencer, même si de nombreux pays du Moyen-Orient sont indépendants, les Anglais et les Français sont encore présents en Afrique, au canal de Suez, dans le golfe persique, mais aussi dans l'économie régionale. Ainsi, on comprend que le soutien d'Israël comme Etat juif tient davantage dans les puissances occidentales, que chez les voisins arabes hostiles au projet.

Par ailleurs, M. Ben Gourion décrit longuement les principes démocratiques qui devront prévaloir en Israël. Mais il précise que l'ouverture est faite « aux Juifs », que « l'idéal des prophètes d'Israël » sera suivi : ainsi on peut s'interroger sur la sincérité de la volonté garantir réellement « la plus complète égalité » « sans distinction de religion, de race ou de sexe ». Cela génère un décalage entre la volonté d'appliquer les principes de la démocratie et la réalité du traitement réservé aux populations arabes présentes dès le départ dans l'Etat juif. Aujourd'hui encore, l'Etat israélien a des fondements religieux juifs, et les droits des musulmans ou chrétiens palestiniens ne comportent pas toujours les mêmes garanties que la majorité juive.

Enfin, on peut aussi relever que ce discours témoigne d'une certaine volonté d'apaisement, même si les adversaires d'Israël y verront volontiers un ton hypocrite. M. Ben Gourion donne une chance à la paix, soucieux du « développement du Moyen-Orient » tout entier. On ne peut qu'admettre que sur ce point, les Juifs se heurtent à une intransigeance assez généralisée de la part des nations arabes et/ou musulmanes. Certains musulmans refuseront, jusqu'à aujourd'hui encore, de reconnaître le droit réclamé par Ben Gourion à la « création d'un Etat juif ». Cette intransigeance a même eu tendance à s'exacerber dans certains cas avec le temps, notamment en Iran depuis l'arrivée des islamistes au pouvoir en 1979.

Ainsi, ce discours de David Ben Gourion, bien que datant de 64 ans, montre à quel point le blocage est important dans le conflit israélo-palestinien, puisque malgré tous les accords signés, toutes les guerres menées, les tensions sont toujours vives et l'équilibre bien précaire. Sans le parapluie américain et le développement d'une armée israélienne moderne (Tsahal), dotée de l'arme nucléaire, qu'advierait-il des Juifs d'Israël ? Comment améliorer le sort des Palestiniens qui s'entassent dans des territoires exigus et propices à la violence ?